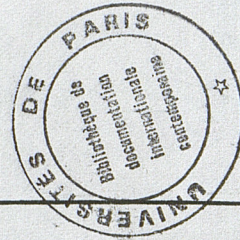


ENFO PRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 127

Du 7 au 13 juin 1985

POLITIQUE

Visites officielles du Ministre des Relations extérieures
Nouvelle condamnation
Ambassadeur des Etats-Unis visite une base militaire
Satisfaction à Washington
Assassinat d'un journaliste
"Dialogue national" contre les intérêts populaires

CONTRE-INSURRECTION

80 000 personnes placées dans les "bourgades stratégiques"
AID : prêts à la contre-insurrection

INSURRECTION

Bilan de la lutte insurrectionnelle
12 pertes occasionnées à l'Armée à El Peten

DROITS DE L'HOMME

Madrid condamne le régime guatémaltèque
Enlèvements faisant partie de la vie quotidienne
Les disparus ne reviennent pas
Nouvel accroissement de la violence officielle
Arrestations importantes dans la ville de Guatemala
Un détenu-disparu est retrouvé mort
Violation de domicile et meurtre de 5 personnes

SITUATION SOCIALE

Mortalité infantile
Mortalité parmi les mères

REFUGIES

L'URNG déclare qu'elle respecte la souveraineté mexicaine

108.12315

POLITIQUE

VISITES OFFICIELLES DU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

Le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade a entrepris, au cours de la deuxième semaine du mois de juin, une série de visites officielles qui l'emmèneront au Venezuela, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Belgique et autres pays européens. Le but de ces visites est d'améliorer l'image de marque du régime militaire guatémaltèque et de promouvoir le processus électoral qu'il appuie et ainsi, obtenir une aide économique et militaire.

NOUVELLE CONDAMNATION

Le 10 juin, l'Agence française de Presse -AFP- faisait connaître un rapport récent du Bureau des Affaires Latinoaméricaines, dont le siège est à Washington, -WOLA-, où on faisait état de la "brutale" campagne de contre-insurrection menée par le gouvernement guatémaltèque au cours des dernières années, provoquant de la sorte la mort ou la disparition de 50 à 75 000 personnes.

Le rapport de cette organisation humanitaire stipule que l'Armée a détruit 440 villages, déplacé des centaines de milliers de personnes pour les installer dans des "villages modèles" ou pôles de développement (environ 75 000), provoqué la destruction des terres cultivables et des habitations avec comme corollaire l'appauvrissement de la population.

Wola signale également l'augmentation enregistrée dans les actions de surveillance des villages étant donné la prolifération des bases et des postes militaires et l'enrôlement forcé de la population masculine dans les patrouilles civiles.

AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS VISITE UNE BASE MILITAIRE

Le 11 juin, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Alberto Martinez Piedra, s'est entretenu avec le Colonel Isaac Rodriguez, Commandant de la zone militaire du département occidental de San Marcos, Il a également visité les installations de la dite zone. Ni le diplomate, ni le Colonel n'ont donné de précisions quant à l'objet de leur entretien.

La base de San Marcos, située dans une région où les actions insurrectionnelles ne manquent pas, fut attaquée et partiellement détruite, le 30 avril par les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-.

SATISFACTION A WASHINGTON

Le 4 juin, Alberto Martinez Piedra, Ambassadeur américain au Guatemala, signalait que les Etats-Unis éprouveront de moins en moins de difficultés à octroyer au Guatemala l'aide que ce pays demande tant que le processus électoral se poursuivra et que de bons résultats seront obtenus en matière de Droits de l'Homme.

Martinez a ajouté que "tout le monde, à Washington se montrait satisfait des événements tels qu'ils se déroulent au Guatemala".

ASSASSINAT D'UN JOURNALISTE

Le 6 juin, dans la ville de Guatemala, était assassiné, le journaliste Edwin Larrave Pozuelos, directeur du journal radiophonique "Saia de Prensa".

Selon les milieux de presse, cet assassinat pourrait avoir un rapport avec les protestations émises par l'Association des journalistes à l'encontre de l'Assemblée Nationale Constituante et à l'encontre du gouvernement militaire lors de l'établissement des règles constitutionnelles qui restreignent la liberté de la presse.

"DIALOGUE NATIONAL" CONTRE LES INTERETS POPULAIRES

Le 7 juin, dans un communiqué de presse, le Comité d'Urgence du Magistère National, -CEMN-, dénonçait le fait que le soi-disant "dialogue national" n'a pour unique but que de se porter garant des mesures économiques impopulaires décrétées par le régime.

Les enseignants se référaient à la fonction de cet instrument créé, il y a quelques semaines, par l'Exécutif et regroupant divers secteurs de la vie nationale mais, qui est nettement dominé par l'Initiative Privée, en faveur d'une diminution sévère des dépenses publiques.

CONTRE-INSURRECTION

80 000 PERSONNES PLACÉES DANS DES "BOURGADES STRATÉGIQUES"

Le 5 juin, le Colonel German Grotewold Cerezo, directeur du Comité de Reconstruction National, faisait savoir que plus de 15 000 familles - quelques 80 000 personnes- sont rassemblées dans des pôles de développement, créés et lancés par l'Armée (càd la version guatémaltèque des "bourgades stratégiques").

Selon les informations fournies par un organisme indépendant local, le Comité en faveur des enfants orphelins dans les zones du conflits, les orphelins regroupés dans ces zones sont au nombre de 125 000.

AID : PRETS A LA CONTRE-INSURRECTION

L'Agence Internationale pour le Développement -AID-, entité américaine, a accordé un crédit de 16 millions de dollars, le 6 juin, au gouvernement guatémaltèque qui seront investis dans le programme "Aliments pour le travail", développé par l'Armée dans les zones de conflits.

Quelques jours auparavant, on apprenait que le gouvernement négocie auprès de l'AID d'autres crédits pour une valeur de 8,7 millions de dollars destinés à un programme dans les mêmes zones.

Certains organismes indépendants internationaux ont souligné que l'Administration américaine fait parvenir par le biais de l'AID des fonds destinés à financer des activités contre-insurrectionnelles menées par l'Armée guatémaltèque.

INSURRECTION

BILAN DE LA LUTTE INSURRECTIONNELLE

Selon un rapport, publié le 10 juin, par l'URNG, quelques 128 actions militaires menées contre les troupes officielles se sont déroulées au cours des 5 premiers mois de 1985. Ces actions militaires ont été effectuées par les organisations insurrectionnelles regroupées au sein de l'Unité Révolutionnaire National de Guatemala -URNG- et ont permis aux insurgés d'occasionner 642 pertes au sein des forces régulières.

Le rapport précise qu'aucunes estimations relatives aux pertes occasionnées n'ont pu être faites au cours de 29 actions et ajoute que les forces de l'URNG ont également réussi à occuper 45 villages où elles ont mis sur pied des réunions de caractère politique et transmis le mot d'ordre révolutionnaire à des milliers d'habitants.

12 PERTES OCCASIONNEES A L'ARMEE A EL PETEN

Le 7 juin, un communiqué émanant du Bureau des Relations Publiques de l'Armée signalait qu'un affrontement armé entre les insurgés et les troupes gouvernementales, le 5 juin, s'était soldé par 12 pertes au sein de l'Armée.

DROITS DE L'HOMME

MADRID CONDAMNE LE REGIME GUATEMALTEQUE

Le 2 juin prenaient fin les journées consacrées à la décennie des Nations Unies sur le thème de la femme. Ces journées se sont tenues à Madrid, en Espagne, où les participants ont rédigé une demande adressée au régime militaire guatémaltèque pour que ce dernier mette un terme aux pratiques de torture, de détentions arbitraires et de disparitions forcées et involontaires.

ENLEVEMENTS FAISANT PARTIE DE LA VIE QUOTIDIENNE

Le 4 juin, un communiqué émanant du groupe d'appui mutuel -GAM- signalait que les enlèvements font partie de la vie quotidienne au Guatemala. A la même date, le GAM fêtait son premier anniversaire d'existence et de démarches accomplies en faveur des proches des disparus.

La déclaration portant sur le comportement du gouvernement face au GAM signale : "Tout d'abord, ils enlèvent nos êtres chers puis, ils assassinent nos compagnons, coupables d'être porteurs d'espoirs, ensuite ils nous calomnient et nous induisent en erreur avec leurs prétendues enquêtes qui ne voient jamais la fin".

Le GAM composé de quelques 600 familles ajoute que ses efforts "se sont avérés infructueux jusqu'à aujourd'hui" et, publie une liste de presque 700 personnes, séquestrées au cours des dernières années par des effectifs des forces de sécurité.

LES DISPARUS NE REVIENNENT PAS

Le 7 juin, un rapport du Ministère public stipule qu'aucune des personnes figurant sur les listes des disparus se trouve dans les prisons du pays. Le Ministère recommande d'établir une liste des personnes ayant émigré au Mexique "aux fins de vérifier si certaines de ces personnes ne sont pas reprises dans la liste des disparus".

Pour sa part, le GAM récusé énergiquement de telles conclusions et recommandations qu'il qualifie de "totalement fausses, absurdes, illogiques et, surtout, injustes et humiliantes". Le GAM a insisté, dans un document publié le 9 juin dans la presse, "qu'il attendait des réponses concrètes et non des manoeuvres dilatoires et offensantes".

NOUVEL ACCROISSEMENT DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

Quelques 36 personnes ont été assassinées ou enlevées par les forces de sécurité, au cours de la première semaine de juin.

On peut citer parmi les victimes les personnes suivantes : un professeur universitaire, un journaliste, l'administrateur d'une propriété, des promoteurs sociaux, des paysans, des étudiants et plusieurs femmes dont certaines mineures d'âge.

ARRESTATIONS IMPORTANTES DANS LA VILLE DE GUATEMALA

Les 7 et 11 juin, plus de 700 personnes ont été arrêtées sans mandats judiciaires, au cours d'opérations menées dans la capitale, Guatemala, par des effectifs de la Police Nationale vêtus de leurs uniformes et habillés en civil.

Un porte-parole officiel a fait savoir que de telles opérations se poursuivront "jusqu'à ce que le calme soit revenu dans la ville".

UN DETENU-DISPARU EST RETROUVE MORT

Le 11 juin, le cadavre de Monsieur José Anibal Aguilar a été retrouvé dans la ville de Coatepeque, à Quetzaltenango. Le corps portait la trace de torture et indiquait que la victime avait été tuée par balle. Monsieur Aguilar avait été enlevé par des effectifs gouvernementaux.

VIOLATION DE DOMICILE ET MEURTRE DE 5 PERSONNES

5 personnes, parmi lesquelles un mineur d'âge, ont été assassinées, le 12 juin par un groupe de civils armés, mais reconnus comme appartenant aux forces de sécurité gouvernementales, qui ont fait irruption dans plusieurs maisons de la bourgade El Asintal, située dans le département de Retalhuleu.

Les victimes ont été identifiées, il s'agit de : Herminio Aguilar Ovalle et ses filles Maria Carolina et Dora Aguilar Garcia, Lorenzo Menchu et son fils âgé de 11 ans, Roselino.

SITUATION SOCIALE

MORTALITE INFANTILE

Selon un rapport récent du Centre de Publications de l'Université de Californie, aux Etats-Unis, 17 % des enfants guatémaltèques de moins de 5 ans meurent à la suite d'entérites et autres affections diarrhéiques et 14 % sont les victimes de maladies respiratoires.

MORTALITE PARMIS LES MERES

Le 12 juin, un rapport de l'Association pour le Bien-Etre de la Famille -APROFAM- mentionnait qu'il existe au Guatemala un taux extrêmement élevé de mortalité parmi les mères de famille dû à un manque de soins médicaux.

Selon APROFAM, le taux de mortalité enregistré dans le pays est de 1,2 pour mille naissances et, seul 12 % des 312 000 naissances survenues au cours de cette dernière année ont reçu des soins médicaux. En outre, toujours d'après le rapport, il est à craindre que ces chiffres n'augmentent étant donné que près d'un million de paysans ont été déplacés de leurs lieux d'origine à la suite des conflits qui sévissent dans leurs régions.

REFUGIES

L'URNG DECLARE QU'ELLE RESPECTE LA SOUVERAINETE MEXICAINE

Dans un document publié le 10 juin, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, -URNG-, reconnaît que le gouvernement mexicain a déployé de nombreux efforts aux fins d'améliorer les conditions de vie des réfugiés guatémaltèques dans leur pays et elle a fait savoir qu'elle ne s'oppose pas à ce que ces réfugiés soient réinstallés dans le pays, volontairement, et conformément aux plans des autorités mexicaines.

Le communiqué de l'URNG rappelle que la présence des réfugiés guatémaltèques au Mexique est la conséquence directe de la "politique de destruction des terres et de génocide perpétrée par le régime militaire guatémaltèque".

L'URNG signale que ces réfugiés guatémaltèques au Mexique se trouvent sous la juridiction du dit pays. Elle ajoute cependant "qu'elle ne permettra pas que l'on mélange le problème des réfugiés avec d'autres problèmes ou situations qui touchent la politique générale, intérieure et internationale de l'Etat mexicain".

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX